

Social

Après la grève, quelle suite à la lutte des éducatrices?

Les professionnels de l'enfance ont pris des forces après leur journée d'actions mardi. Ils veulent des négociations avec les Communes

Mathieu Signorelli

Avec 8000 personnes dans la rue, des actions dans presque toutes les structures d'accueil de jour du canton et une grève dans un grand nombre de structures lausannoises, la journée de mobilisation des éducatrices et éducateurs de l'enfance a été un succès mardi (notre édition de mercredi). Emmenés par le Syndicat des services

publics (SSP) et l'association AvenirSocial, les professionnels de l'accueil de jour de l'enfance ne comptent pas en rester là. Ce qu'ils veulent désormais, c'est une «négociation» avec l'Établissement intercommunal pour l'accueil parascolaire (EIAP). C'est cet organisme, composé de 10 élus communaux, qui a rédigé les futures normes au cœur de la colère des éducatrices: groupes

d'enfants plus grands et professionnelles moins nombreuses.

Si l'EIAP est d'accord pour une rencontre, hors de question de parler de «négociation». Le retrait de ses normes n'est pas à l'ordre du jour. Argument: le futur «cadre de référence» (c'est le nom officiel de ces normes) est issu de l'observation des pratiques actuelles. Au lendemain de la mobilisation, les deux camps font le point.

Professionnels

«Vu nos soutiens, nous voulons négocier»

● **Quelle sera la suite de cette mobilisation exceptionnelle?** Nous demandons très clairement des négociations aux Communes et la suspension de l'entrée en vigueur des nouvelles normes. C'est une évidence au vu de nos soutiens: parents, enseignants, pédiatres, associations, lieux de formation, etc. Tous disent que l'accueil de jour est important pour les enfants et pour le canton. C'est clairement un champ professionnel qui risque de disparaître avec ces nouvelles normes.

Votre combat est donc avant tout corporatiste.

Notre combat va au-delà du corporatisme. Nous nous battons pour l'apport de l'accueil de jour aux enfants et à la société. Prenez le soutien des pédiatres. Ils soulignent l'importance de l'accueil de jour et estiment que diminuer le nombre de professionnels aura des conséquences délétères sur la santé des enfants.

En quoi les conditions de travail du personnel éducatif sont-elles liées à la sécurité et la santé des enfants?

Si vous diminuez de manière drastique les gens formés, alors les enfants seront pris en charge par des personnes non formées, sans outils pour gérer les situations complexes. Si une seule professionnelle est présente et qu'elle doit soutenir un enfant en particulier, le reste doit être confié à une personne non formée, qui pourra offrir une prise en charge basique. C'est aussi pour cela que les enseignants nous soutiennent.



Christine Guinard Dumas
Secrétaire générale,
Avenir Social Vaud

Les nouvelles normes doivent permettre des économies à la collectivité. Pourquoi refusez-vous aussi les normes sur le matériel ou les locaux?

Nous sommes prêts à discuter certains points, en bonne intelligence avec les Communes. Mais deux éléments ne sont pas négociables: le nombre d'enfants par adulte et la formation exigée.

En quoi une formation est-elle nécessaire pour s'occuper d'enfants?

Les enfants qui vivent en groupe ont d'autres besoins qu'une fratrie. Les professionnels ont été formés au développement et aux besoins de l'enfant, à la gestion d'un groupe, à l'appui de l'autonomisation des enfants, à la perception de certains soucis que d'autres n'auraient pas vus. Tous ces outils s'acquiert avec une formation, de niveau tertiaire ou de secondaire II.

Communes

«Dans toute politique, il doit y avoir un équilibre»

● **Quelle réponse apporterez-vous à cette mobilisation?**

Il est vrai que la mobilisation a été forte. J'observe que notre cadre de référence entrera en vigueur le 1er janvier. Nous avons entendu tous les milieux concernés et avons revu notre premier projet en fonction de certaines remarques qu'il avait provoquées. Le processus démocratique, voulu par la loi, a été suivi. Désormais nous proposons que les critères d'évaluation de ces normes soient définis avec les milieux intéressés. Les professionnels ont demandé à nous rencontrer, il est très bien que nous puissions le faire. Mais nous ne sommes pas dans la négociation.

Comment expliquez-vous cette forte mobilisation?

Par plusieurs éléments. L'EIAP est un nouvel organisme, d'où une certaine méfiance, alors que tout le monde était habitué que le Canton soit le répondant du dossier de l'accueil parascolaire. Le deuxième élément est une pierre dans notre jardin: notre communication n'était pas optimale. Troisième élément: le personnel éducatif, en contact constant avec les parents, a expliqué que la qualité de l'accueil et la sécurité des enfants vont diminuer. C'est un message très porteur. Je ne juge pas les éducatrices, qui sont certainement de bonne foi, et je comprends leur message quant à la reconnaissance de leur profession. Mais nous avons regardé ce qui se fait dans les autres cantons pour écrire les futures normes et nous voyons que ça fonctionne.



Christelle Luisier Brodard
Établissement intercommunal
pour l'accueil parascolaire

Si le parascolaire coûte trop cher aux Communes, pourquoi ne pas l'avoir confié en totalité au Canton?

Cela aurait été irréaliste politiquement. L'État et les Communes ont négocié durant des années, sans arriver à un accord sur le financement. Le modèle actuel résulte des équilibres politiques.

Pourquoi voulez-vous revoir les normes du parascolaire?

Nous visons trois objectifs: augmenter le nombre de places d'accueil, assurer la qualité de l'accueil et veiller aux réalités budgétaires. Comme dans toute politique publique, il doit y avoir un équilibre. Nous ne devons pas nous interdire de faire un tour d'horizon des pratiques qui fonctionnent ailleurs ou sur le terrain. Je comprends que cela puisse être désécurisant. Mais ce sera de la responsabilité des réseaux d'accueil d'adapter ce cadre minimal à leurs besoins.



Karin Keller-Sutter et Hans Wicki, au château d'Yverdon la dernière étape du «roadshow» PLR. KEYSTONE/ADRIEN PERRITTA

Le PLR fait son show devant les élus vaudois

Yverdon
Les trois prétendants à la succession Schneider-Ammann ont croisé le fer à Yverdon

Les huiles du PLR et une bonne pincée de gens du cru se sont pressés mercredi soir sous les poutres de l'Aula Magna, au château d'Yverdon, pour entendre les trois prétendants à la succession Schneider-Ammann. Karin Keller-Sutter, Hans Wicki et Christian Amsler terminaient leur roadshow entamé à Bâle il y a dix jours. Pour leur dernière ligne droite avant la désignation des candidats, ce vendredi, puis l'élection, le 5 décembre, les candidats se sont prêtés à l'exercice du débat contradictoire.

Dans un français parfait pour KKS, nettement moins bon pour ses deux challengers, les trois bretteurs ont tenté de faire le tour des gros dossiers fédéraux. Donnant des gages tour à tour à l'UDC et aux socialistes, la dame de Saint-Gall a distillé avec habileté ses convictions, faisant preuve, le plus souvent, d'un grand pragmatisme. Pour elle, les lignes des partis sont une chose, la réalité des affaires politiques une autre. L'important, à ses yeux, consiste à maintenir la Suisse et ses points forts que sont le fédéralisme et la démocratie directe.

Ses deux challengers masculins ont eu beaucoup plus de peine à faire comprendre leur pensée. Dans une telle rencontre, on mesure à quel point la langue, quand on ne la maîtrise pas, peut faire obstacle. Pour Hans Wicki, le moins «capé» en français, l'exercice s'est révélé difficile. Au moment de parler du pacte migratoire avec l'ONU, le conseiller aux États nidwaldien a même demandé de s'exprimer dans sa langue, la question étant trop «sensible». Cela lui a permis d'articuler un véritable avis, ferme et franc, sur les soft laws internationales

qui, à ses yeux, finissent par s'imposer dans l'arsénal d'un pays.

Christian Amsler, candidat d'État schaffhouseois, a quant à lui beaucoup esquissé les qu'il notamment sur la menace peser l'Union européenne question de l'équivalence sière. Assurément, de son n'en a pas. Et quant au l mettre en lice face à une l répond, tout sourire, par roulette: «Je ne peux pas le fait que je suis un homme»

«J'ai fait toutes écoles en allemand. Ce soir, je me suis mis à leur place. Et j'ai trouvé la langue de Karin Keller-Sutter impressionnant»

Daniel Meienberger
Syndic d'Échichens

Après les questions de sur la mondialisation, les artisans ou celui des nombreux sont restés positifs. Syndic d'Échichens Meienberger, lui-même S manique, fait ce constat: toutes mes écoles en allemand quand je suis arrivé ici, j'ai la langue. Ce soir, je me suis leur place... Et j'ai trouvé de Karin Keller-Sutter impressionnant. Elle parle encore que Kurt Furgler à l'époque. Le président du PLR Marc-Olivier Buffat, est ce de la formule: «C'est un très productif et très décevant. Il permet au public de tempérament des candidats percevoir leur ressenti, les réactions politiques.» Pour les révélations, en revanche, repasser.

Lise Bourgeois

La Cour des comptes donne une gomme à Yverdon

Audit
Les experts cantonaux donnent un bon point, mais pointent aussi du doigt quelques carences de la police des constructions

Verdict? «Une très bonne organisation des processus et un service bien structuré.» De quoi rassurer indirectement les Services yverdonnois de la construction, souvent cible des critiques de l'opposition du Conseil communal. «Les équipes ont les bon-

Mais, parce qu'il y en a, le service devrait toutefois renforcer ses processus. Souffrant d'une culture encore très orale, à l'instar de beaucoup de Communes, les vérifications des contrôles peinent à être exhaustives. Les experts notent qu'un suivi informa-

tion dépendent uniquement de l'œil de bénévoles, et non de la Commune.

La Ville ne dispose enfin pas de comptabilité permettant de calculer la couverture des frais du service: en l'état, 30% environ des coûts sont facturés aux cons-

PUBLICITÉ

8 JOURS EXCEPTIONNELS
du 09 au 19 novembre

